

SCAN : « [] L'Afrique doit cesser de se plaindre [] » Lansana Kouyaté

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée



« Tout le monde parle de punir, mais dès qu'il s'agit de quelqu'un qui est proche, on fait se lève, on mobilise ses parents, son ethnie. Or, si l'on veut qu'il n'y ait pas d'impunité, il faut accepter que même votre propre frère soit puni lorsqu'il a commis des fautes. » ©[Vision Guinee](#)

Aliou Condé, secrétaire général de l'UFDG (parti d'opposition)



« Il n'y a pas de zones réservées à un parti. Chacun est libre de se présenter sur n'importe quelle portion du territoire national. » ©[Vision Guinee](#)

Lansana Kouyaté, président du PEDN (parti d'opposition)

« Pourquoi nous Africains devons-nous considérer comme un pauvre continent dont les autres doivent être au chevet à tout instant. L'Afrique doit cesser de se plaindre. Elle ne doit espérer aucune commisération des autres. Faisons notre devoir domestique, les investisseurs viendront. Je rappelle qu'il y a déjà trop de sommet sur l'Afrique où des montants faramineux sont annoncés sans aucune chance d'être libérés même à 30%. »

[©Africaguinee](#)

Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG (parti d'opposition)

« Depuis que Monsieur Alpha Condé est arrivé au pouvoir on a entendu combien de discours de ce genre ? Je pense qu'à un moment il va falloir qu'il reconnaisse lui-même sa mauvaise gouvernance. Il parle de corruption, de l'impunité, il dénonce même la gestion de son Gouvernement, mais il oublie que c'est lui qui est aux commandes. » [©Africaguinee](#)

Fatou Baldé Yansané, 1ère vice-présidente chargée des questions politiques du Conseil National des Organisations de la

Société Civile Guinéenne (CNOS)



« Nous avons fait une déclaration dénonçant cette disposition des accords et, nous avons cherché à communiquer avec nos démembrés pour recueillir leurs avis sur les 8 conseils régionaux, nous avons reçu l'aval de 7 pour signer l'accord sous réserve d'amendement de la clause concernant la désignation des chefs de quartiers. Donc, nous ne sommes pas en train de cautionner une violation de la loi, ou une privation des citoyens de leurs droits, mais nous avons voulu accompagner la volonté des acteurs politiques d'aller à l'apaisement. Nous restons donc, dans cette position pour maintenant nous impliquer dans une dynamique de plaidoyer, de lobbying et, tout ce qui est légal et autorisé pour que cette disposition soit purement et simplement annulée et que les dirigeants à la base soient élus comme cela est prévu par la loi. » ©[Guineeactu](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Ibn Chambas chez Cellou Dalein Diallo pour parler des accords politiques du 12 octobre 2016

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Le représentant du secrétaire général des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest, Mohamed Ibn Chambas a été reçu le mercredi 9 novembre 2016 par le chef de file de l'opposition guinéenne Cellou Dalein Diallo.



*Chambas et
Dalein. Crédit
photo
visionguinee.info*

L'entretien a porté sur l'évolution du dialogue politique qui a abouti à la signature d'un accord politique. Le diplomate onusien est venu s'enquérir de l'évolution des concertations entre les acteurs politiques nationaux et salué cette nouvelle dynamique tout en réaffirmant la volonté des Nations unies d'accompagner ce processus. Ibn Chambas compte rencontré d'autres acteurs politiques afin d'échanger sur l'accord

politique du 12 octobre 2016 et suivre de près son mise en œuvre.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « L'exemple doit venir d'en haut [] Personne ne respecte les biens publics [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Alpha Condé, président de la Guinée

Sur la citoyenneté « L'exemple doit venir d'en haut. Si les responsables politiques et économiques ont un comportement citoyen, cela rejaillira au sein du peuple afin que chacun adopte un bon comportement citoyen. Personne ne respecte les

biens publics. On jette les ordures dans les rues, l'occupation sauvage des terrains [...]. Le mauvais exemple vient d'en haut. Le gouvernement va désormais s'atteler à un changement effectif commençant par les membres du gouvernement, eux-mêmes, qui doivent montrer l'exemple du civisme. Cela est valable aussi pour la classe politique.»

©[GuinéeNews](#)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« Il y a des personnes relevant des partis politiques et des ONG qui sont en manque de notoriété mais, qui profitent de l'opportunité pour se faire connaître en passant dans les médias. C'est de la surenchère. Il y a eu beaucoup de tintamarre au tour de cet accord politique de la part de certaines personnes mal informées ou encore mal intentionnées qui cherchent à désinformer expressément les guinéens et faire en sorte que cet accord politique ne puisse pas être mis en œuvre. Le débat va être au niveau de l'Assemblée nationale et ce sont des parties prenantes au dialogue qui s'y retrouvent. Alors, puisqu'il s'agit d'une loi organique pour amender le code électoral, on a besoin des 2/3 des députés. C'est-à-dire 76 députés. Tenez-vous bien, rien que les deux groupes parlementaires l'UFDG et le RPG-Arc-en-ciel font déjà 90 députés sans compter leurs alliés respectifs. Je pense que ceux qui se battent que cette disposition ne soit pas entérinée par l'Assemblée nationale, je ne dirais pas qu'ils prêchent dans le désert mais, c'est un combat d'arrière garde

SCAN : « [] je souhaite que la politique aille même dans les familles [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Aboubacar Sylla, président de l'UFC et porte parole de l'opposition



« Je ne comprends pas pourquoi des leaders politiques sont opposés à ce que la politique aille dans les quartiers. En tant que leader politique, je souhaite que la politique aille même dans les familles, que la vision de la Guinée soit partagée par les membres de la famille ».

« Le vrai débat n'est pas de savoir comment on nomme ou élit

les chefs de quartier et district. La question est de savoir si les quartiers et districts vont être transformés en véritables collectivités pour être dotés de programmes de développement des moyens et des compétences. Parce que pour le moment, ce n'est pas le cas. Les quartiers et districts ne sont que de simples entités administratives ». © [Vision Guinee](#)

Bah Oury, vice-président exclu de l'UFDG (parti d'opposition)



« Mouctar Diallo, le président des NFD a le droit de se porter candidat pour être le maire de Ratoma. C'est son droit le plus absolu et reconnu par le code électoral ». © [Vision Guinee](#)

Alpha Condé, président de la Guinée



« Vous savez, en Guinée, notre passé est très lourd. Nous avons besoin de nous réconcilier. Avec l'opposition, nous nous sommes mis d'accord pour que la gestion du pays et les rapports politiques soient civilisés. Il est important aussi qu'on développe l'esprit civique. Parce que nous n'enseignons pas le civisme, il est important que l'esprit civique se développe pour qu'il y ait moins d'anarchie dans le pays et que les gens respectent la loi ». © [ledjely.com](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

La citoyenneté questionnée par les twittos guinéens

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Citoyenneté



I.T.D™ @TanouDiallo18 · 1 nov.

Il y a eu tout un "cirque" autour de la semaine de la citoyenneté. J'attends impatiemment la suite. [#GuineenModele](#)

↳ 2 ❤️ 2 ⋮



sega diallo et 2 autres ont retweeté



Thierno Diallo @cireass · 1 nov.

Le [#GuineenModele](#) cherche à connaître les lois de son pays et comprend qu'il n'y a pas une petite violation des textes juridiques. [#Kibaro](#)

↳ 7 ❤️ ⋮



🇸🇳 Colon Baldé 🇸🇳 et 1 autre ont aimé



Sally Bilaly Sow™ @sbskalan · 31 oct.

Pour faire des [#GuineenModele](#) ouvrons les écoles et donnons un enseignement de qualité. [#Kibaro](#)

↳ 6 ❤️ 8 ⋮

Une semaine de la citoyenneté en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Tops et flops de la semaine.



Khalifa Gassama Diaby le ministre de l'Unité Nationale et de la Citoyenneté à travers **l'initiative de la semaine de la citoyenneté**.



Une journaliste qui l'interrogeait en anglais Alpha Condé répond « **Moi je parle français hein (...)** » [Lien vidéo](#)

Le Gouvernement pour **l'amateurisme/affairisme dans l'organisation du Hadj 2016** où certains fidèles musulmans ne sont toujours pas en possession de leurs bagages qui seraient encore bloqués en Arabie Saoudite.

SCAN : « Les auteurs et commanditaires des violences politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée [] » Aboubacar Sylla

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Aboubacar Sylla, président du parti UFC (parti d'opposition) et porte-parole de l'opposition au sorti d'une réunion au ministère de l'administration sur les accords du 12 octobre 2016



« L'application de ces accords va permettre à notre pays de faire une avancée significative en matière d'élections. Cela nous permettra d'aller à une élection qui ne sera pas désormais une source de violence et d'améliorer la gouvernance

du pays ».

«Les auteurs et commanditaires des violences politiques vont être face aux faits, l'indemnisation des victimes va être réalisée. Et d'autre part, l'administration sera neutre dans notre pays. Ce qui sera totalement nouveau, notamment, sur l'accès libre et équitable des médias du service public ».

©[Vision Guinee](#)

Dansa Kourouma, président du Conseil national des organisations de la société civile guinéenne (CNOSC-G)



«Au lieu d'aller crier dans les médias, nous allons faire des propositions concrètes. Parce que la loi nous permet de saisir les institutions compétentes pour que les préoccupations des citoyens soient prises en compte nonobstant tout intérêt politique parce que ce n'est pas ce qui nous intéresse ».

©[Guinée news](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région [] » Sékou Kouréissy Condé

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Sékou Kouréissy Condé, ancien ministre et secrétaire exécutif de l'ONG African Crisis Group

« Aujourd'hui, voir la configuration sociopolitique de notre pays, il me paraît dangereux de dire que le parti majoritaire en Haute-Guinée doit désigner les chefs de quartier et les chefs de district dans cette région. Ainsi que pour le parti majoritaire en Moyenne-Guinée de désigner les chefs de proximité en Moyenne Guinée et que les partis majoritaires en Basse-Guinée et en Guinée-Forestière doivent faire autant. Qu'on se dise la vérité, dans le contexte guinéen, il me semble difficile que l'UFDG puisse désigner les chefs de quartier à Kouroussa, Siguiri, Kérouané, Kankan et Mandiana

tout comme, le RPG puisse désigner les chefs de quartier et des districts à Labé, Mali, Pita et Dalaba quand bien même, les dernières élections présidentielles ont montré une évolution des partis politiques quand à la recomposition de l'électorat sur l'étendu du territoire. Donc, la question est très complexe, l'Etat doit prendre ses responsabilités » ©

[GuinéeNews](#)

Madifing Diané, ancien ministre de la Sécurité



« Nous n'aurons jamais une démocratie aussi populaire que celle qu'a engendrée le PDG-RDA »

© [Vision Guinée](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Le mouvement “Listes citoyennes” encourage les candidatures indépendantes

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Tops et flops de la semaine



Listes Citoyennes, une plateforme apolitique qui compte soutenir et encourager les candidatures indépendantes pendant les élections communales de 2017.

Le front national de défense des droits des citoyens, une plateforme de partis politiques et des activistes de la société civile pour dénoncer le projet de violation de la loi à travers les accords politiques du 12 octobre 2016.



L'État guinéen, pour la forte dégradation du réseau routier, la reprise des délestages dans le cadre de la desserte en électricité dans la capitale mais aussi l'indifférence du gouvernement face à la crise migratoire qui endeuille des familles guinéennes.

La RTG et la survivance des éditos assez démagogiques du journaliste narrateur de la radiotélévision guinéenne (RTG) Louis Auguste le Roi sur l'armée.

La citoyenneté, au-delà du slogan

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Immigration



Guinée Buzz @GuineeBuzz - 31 oct.

Donnons leur : 1 raison de comprendre que là-bas n'est pas la solution, 1 raison de comprendre qu'ici surtout reside l'espoir [#RIP](#) [#Naufragés](#)



Citoyenneté





Kalil Diakité  @Rebelhumble · 1 nov.

Le [#GuineenModele](#) respecte ces principes de la citoyenneté. [#Kibaro](#)



Ibrahima Kalil Diakite

5 min · 

Le respect de ses concitoyens, des lois de la république, des édifices publics;
l'accomplissement de ses devoirs et la solidarité sont les principes de la citoyenneté.
Soyons de bons citoyens en acceptant ces principes, soyons [#GuineenModele](#). [#Kibaro](#)



14



8



[www•GUINEEE360•com](#) et 1 autre ont retweeté



Abdrahmane Diallo @Dermame_26 · 29 oct.

Produire ce que nous mangeons est un acte de [#souveraineté](#), manger ce que nous produisons est un acte de [#civisme](#).

[#Guinée](#)  [#Afrique](#)



99



108



Boubbah et 4 autres ont retweeté



Sally Bilaly Sow™ @sbskalan · 22 h

Un [#GuineenModele](#) doit être capable de demander des comptes à son gouvernement mais en amont, il faudrait qu'il soit un bon modèle.

↳ 13 ❤️ 5 ⋮

sega diallo et 6 autres ont retweeté



Alfa Diallo @alfahimaya · 22 h

"Les partis politiques participent à la destruction de l'idéal de citoyenneté dans notre pays" Gassama Diaby. [#GuineenModele](#)

↳ 16 ❤️ 7 ⋮

Alfa Diallo et 4 autres ont retweeté



Karim Bangoura @AKarim_Bangoura · 23 h

La citoyenneté ne doit pas être un slogan mais un comportement de tous les jours [#GuineenModele](#)

↳ 8 ❤️ 6 ⋮



Mohamed Doumbouya @meddoug · 33 min

Nous participons à la présentation de l'avant-projet du doc. portant sur le plan national de dév. écon. et social 2016-2020 [#MB](#) [@GouvGN](#)

↳ 3 ❤️ 1 ⋮



sega diallo @segadiallo · 31 min

[@meddoug](#) [@GouvGN](#) voilà la un autre travail pour le tiroir. Ousmane kaba avait déjà fait un truc horizon 2020.

↳ ❤️ ⋮

Développement

SCAN : « Notre pays est malade de l'incivisme et la responsabilité est collective » Khalifa Gassama DIABY

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Khalifa Gassama DIABY
ministre de l'unité



nationale et de la citoyenneté lors du lancement de la semaine de la citoyenneté

« Il n'y a pas de paix sans société civile, qui exige des individus et des groupes d'avoir des comportements responsables et conformes aux lois et aux règles sociales justes et dignes. Il n'y a pas de démocratie sans citoyens responsables et libres, qui donnent tout son sens à toutes nos institutions et à toute leur légitimité. Il n'y a pas non plus de développement sans État effectif, lequel État ne saurait exister sans citoyens véritables».

«Notre pays est malade de l'incivisme et la responsabilité est collective » ©[Guinéeenews](#)

« L'Etat en abandonnant le terrain de la citoyenneté et du civisme, c'est comme si son existence ne pouvait avoir de sens et de légitimité sans citoyens libres et égaux. Et de cette réalité douloureuse, il pose et entretient les bases de sa propre impuissance » ©[Guinée Matin](#)

Kory Kondiano président de l'Assemblée Nationale



« Le peuple dit que nous ne travaillons pas. Si nous ne travaillons pas, c'est parce que les ministres ne se présentent pas et ils nous mettent en chômage»

«Allez dire au peuple que nous sommes disposés à travailler, mais les ministres ne nous donnent pas le travail».

©[guineetime](#)

SCAN : « [] le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen [] » Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Alpha Condé président de la  Guinée lors d'une visite à Beijing en Chine.

« La Guinée est en retard premièrement à cause des comportements ethnocentriques. Deuxièmement, le guinéen n'aime pas le bonheur du guinéen. Troisièmement, c'est le mensonge. Les guinéens, plus le mensonge est gros, plus ils y croient »

©[Vision Guinee](#)

Ousmane Gaoual Diallo
député du parti UFDG
(parti d'opposition)
dans l'émission Œil de
Lynx.



« Allez annoncer de grands contrats, marchés et que des grandes entreprises qui vont venir, c'est ce que nous faisons depuis 5 ans. A chaque fois qu'Alpha Condé sort de la Guinée, il remporte de grands contrats, il a de l'argent, mais on ne voit rien en Guinée » ©[Vision Guinee](#)

Faya Millimono
président du Bloc
Libéral (parti
d'opposition) dans
l'émission Œil du Lynx



« Aujourd'hui, il n'y a pas une seule plateforme qui ne soit pas d'accord que ces accords politiques sont entrain d'aller vers une accentuation du viol de la loi. Lorsque les Guinéens vont signer en masse la pétition, nous parviendrons à convaincre un nombre de 40 députés. Nous avons déjà autour de 15 députés qui sont convaincus, qui vont s'opposer au vote d'une loi qui prendra le point II de ces accords ». ©[Guinée Matin](#)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

Pression d'Ankara sur Conakry, les écoles "La Citadelle" rebaptisées

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Les écoles "La Citadelle" ouvertes en 2003 en Guinée  étaient soupçonnées d'appartenir au prédicateur turc l'Imam Fethullah Gülen, exilé aux USA, accusé par le gouvernement turc d'être le commanditaire du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. La décision des autorités guinéennes de fermer ces écoles serait motivée par une injonction d'Ankara.

Dans le but de trouver un compromis, une mission turque a été reçue ce jeudi 13 octobre 2016, par le ministre de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation Ibrahima Kourouma.

Le lundi 24 octobre, les cours ont repris au complexe scolaire « La Citadelle » rebaptisées « Les écoles Maarif turco-guinéennes » du nom d'une fondation turque, a expliqué à BBC Afrique son nouveau directeur, Mahamed Targal. Les écoles du groupe "Maarif" sont administrées par un nouveau personnel envoyé par le gouvernement turc

Illustration de la purge

En Afrique, la Turquie livre une guerre totale à Gülen, notamment dans les écoles

La confrérie Gülen “ne cherche pas seulement à prendre le pouvoir en Turquie mais essaie aussi d’atteindre l’Afrique”, a averti le président turc Erdogan, mais s’il a décimé les écoles de son ennemi juré dans son pays, il aura plus de mal à les faire fermer en Afrique.

Dès l’échec du putsch du 15 juillet, Recep Tayyip Erdogan a lancé une guerre totale contre Fethullah Gülen, et notamment contre toutes les écoles et universités du prédicateur exilé accusé du coup de force. En Turquie et dans le monde, puisque le réseau a tissé sa toile dans 120 pays.

Peu présent en Afrique du Nord, Gülen est bien implanté depuis 1996 avec une centaine d’écoles dans environ 40 pays d’Afrique sub-saharienne, où elles forment des “bêtes à concours” dans un continent où seuls 20% des élèves parviennent à intégrer l’université.

Elles sont chères et réservées aux enfants des élites, hormis les boursiers. Aux Etats-Unis, où est exilé M. Gülen, elles attirent une population d’immigrés.

Mais aujourd’hui, la diplomatie turque exerce d’intenses pressions en Afrique pour faire fermer toutes les écoles et universités de Gülen.

Et si la Turquie se heurte à une fin de non-recevoir de nombreux pays, elle peut faire plier de petits Etats exposés aux sanctions et sensibles aux promesses d’aide.

– ‘Absurde’ –

Au Nigeria, l’ambassadeur turc Hakan Cakil a requis formellement auprès du gouvernement la fermeture de ses 17

écoles et université, situées notamment à Lagos, Kano, Kaduna et Abuja, invoquant “la sécurité nationale de la Turquie”. Ces écoles, implantées depuis 18 ans, accueillent 4.250 jeunes.

Abuja a décliné, rappelant que le Nigeria était un “Etat souverain”. Elles “figurent parmi les écoles les plus prestigieuses du pays, et avec un coût de 12.000 dollars par an (environ 10.000 euros), s’adressent aux très riches”, explique Gabrielle Angey, doctorante au Centre d’Etudes turques CET0BaC, à Paris.

Ces établissements “ne sont pas liés au gouvernement”, et Abuja “ne comprend pas le sens de cette demande”, déclare à l’AFP Cemal Yigit, un Turc du Hizmet, le mouvement de Gülen, fondateur du Nigerian Turkish International Colleges (NTIC).

“Les gens ne peuvent voir aucun lien entre ces écoles et la tentative de putsch en Turquie. C’est absurde”.

Au Kenya, les six écoles de la confrérie sont gérées par la Fondation Omeriye et sont restées ouvertes malgré les pressions.

Ce n’est pas le cas en Somalie où à Mogadiscio, dès le lendemain du coup d’Etat raté, deux écoles de la Nile Academy ont été fermées.

La Somalie, qui a bénéficié largement de l’aide turque, sous forme de soutien diplomatique, militaire, d’aide au développement et constructions – comme l’aéroport de Mogadiscio, inauguré par M. Erdogan en personne – est bien plus exposée aux pressions.

L’Afrique du Sud compte neuf écoles Gülen, dans la plupart des grandes villes, qui font partie des meilleurs établissements du pays, comme le lycée Horizon de Johannesburg, numéro un national en mathématiques.

“Elles sont surtout connues pour avoir d’excellents résultats

au bac et particulièrement en sciences”, souligne Ayhan Cetin, président du Turquoise Harmony Institute de Johannesburg, un centre culturel turc inspiré – mais pas financé – par Gülen.

“Il n’y a pas de raison que ces écoles ferment: l’Afrique du Sud est une démocratie et ce sont des écoles sud-africaines”, ajoute M. Cetin.

– ‘Pas d’éducation religieuse’ –

“De fait le gouvernement turc n’a aucun pouvoir direct de fermeture de ces écoles”, de droit privé placées sous la tutelle des ministères de l’Education des pays concernés, affirme Gabrielle Angey.

La présence turque en Afrique, insignifiante au début des années 2000, s’y est ancrée solidement grâce au réseau d’écoles de Gülen et à la confédération patronale turque Tüskon – ouvertement guléniste.

L’enseignement des écoles Gülen est tourné vers les matières scientifiques, les nouvelles technologies, l’économie, l’international, et dispensé le plus souvent en anglais, même dans des pays francophones comme le Sénégal (huit écoles).

“Les enseignants turcs appartiennent vraiment au réseau gülen, ce sont des religieux engagés depuis longtemps” dans la confrérie, dit la chercheuse.

Mais “la dimension religieuse apparaît si peu que beaucoup d’étudiants ne comprennent même pas que leur école appartient au mouvement”.

“Il n’y a pas de cours d’éducation religieuse”, relève Mme Angey – à part au Sénégal où ils sont obligatoires. Il s’agit “d’amener les élèves vers des questions spirituelles mieux que ne le ferait du prosélytisme”.

Ainsi les écoles africaines de Gülen sont pluralistes: elles accueillent aussi des élèves chrétiens – jusqu’à 45% au

Nigeria.

Le débouché naturel pour ces élèves africains était souvent les universités en Turquie, ouvertement gulenistes et religieuses, comme Fatih à Istanbul.

Jusqu'au coup d'Etat raté.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

Le ministre Gassama Diaby et la problématique de la citoyenneté

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Semaine nationale de la 
Citoyenneté

Initiée par le ministre de l'unité nationale et de

la citoyenneté Khalifa Gassama Diaby, la première édition de la semaine nationale de la citoyenneté se tiendra du 1^{er} au 7 novembre 2016. Le thème retenu est « citoyenneté et civisme pour la paix, la démocratie et le développement ».

Introduit lors du conseil des ministres du 29 septembre 2016 cependant instituée en Guinée par la Loi L/2016/038/AN du 28 juillet 2016, le projet d'organisation de la Première édition de la Semaine Nationale de la Citoyenneté et de la Paix avait obtenu l'aval du conseil, même si quelques soucis financiers ont failli le renvoyer aux calendes grecques. Selon le ministre, l'objectif principal de cette initiative est de contribuer à la promotion de la culture citoyenne et de la paix dans notre pays ; de promouvoir des attitudes et comportements citoyens, respectueux des lois de notre pays et du vivre ensemble ; de renforcer la jouissance des droits et libertés des citoyens, tant du côté des citoyens eux-mêmes que de la part de l'Etat et de ses démembrements. Spécifiquement, il s'agit de sensibiliser les populations sur la notion de la culture et l'esprit de la citoyenneté ainsi que de leur participation à la consolidation de la paix; susciter des réflexions sur la responsabilité du citoyen vis-à-vis de sa patrie, mais aussi sur ses droits, ses libertés et ses devoirs et obligations ; susciter des réflexions sur la notion de nation, de solidarité nationale et de la fraternité républicaine ; susciter des réflexions sur les liens entre la culture citoyenne, l'idée de nation et le système démocratique.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

La firme anglo-australienne Rio Tinto se retire du projet Simandou sud

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Jusqu'ici, à propos du désintérêt de Rio Tinto pour le projet Simandou sud, on parlait davantage de gel. Mais à partir de ce 28 octobre, on peut s'autoriser à utiliser le terme de retrait de la firme anglo-australienne.



En effet, comme on le présumait, une des grandes conclusions du séjour actuel du président Alpha Condé en Chine, c'est bien le transfert de l'intégralité des parts de Rio Tinto dans la société Simfer SA à Chinalco, l'autre grand actionnaire du gigantesque projet.

Officiel et assumé, l'accord qui scelle ce transfert a été rendu public par un communiqué du gouvernement guinéen. En substance, il y est écrit que :

Sous l'égide du Gouvernement Guinéen, Rio Tinto et Chinalco sont parvenus, à la suite de plusieurs mois de négociations, à un accord sur les conditions du transfert de la totalité des parts de Rio Tinto à Chinalco dans Simfer Jersey, la co-entreprise possédant 80,75% des actions de Simfer S.A (la

société détentrice des droits du Projet Simandou Sud).

Le processus de transfert, à son terme, devra déboucher sur une « prise de contrôle » du projet par Chinalco. Il est également prévu que les coûts historiques engagés par Rio Tinto, réduits à 25 %, lui soient remboursés après l'entrée en production du projet.

Avec cette issue, la Guinée et Rio Tinto évitent un clash dont les observateurs disaient qu'il serait préjudiciable à toutes les parties. Ainsi libérée de ses engagements vis-à-vis du projet Simandou sud, Rio Tinto pourra tranquillement se consacrer à ses autres projets notamment en Australie et en Birmanie. Pour leur part, les autorités guinéennes devront approfondir les discussions avec la partie chinoise en vue de la relance du projet. A propos, le communiqué du gouvernement, même s'il se garde d'annoncer une quelconque échéance, rapporte que le ministre des mines, Abdoulaye Magassouba, est plutôt optimiste quant à cette relance en perspective. A propos, le ministre des mines devrait immédiatement mettre en place *« un groupe de travail conjoint avec Chinalco pour établir une feuille de route pour les actions à entreprendre pour la relance du projet »*.

Sauf qu'au-delà de cette annonce, beaucoup se demandent comment les parties pourront résoudre la question monumentale du financement du projet. Question à laquelle Rio Tinto s'était heurtée. En effet, outre l'importance des fonds estimés à plusieurs milliards de dollars américains, il y a le facteur du prix actuel du fer (à 57,47 dollars/la tonne) n'est pas de nature à inciter les investisseurs à mettre la main à la poche.

Par Boubacar Sanso Barry ©[ledjely](https://www.ledjely.com)

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

Le Front national de défense des droits des citoyens dénonce les accords du 12 octobre 2016

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Quel est le problème ?

«Le conseil de quartier/district soit composé au prorata des résultats obtenus dans les quartiers/districts par les listes de candidatures à l'élection communale ; le Président du conseil de chaque quartier/district soit désigné par



l'entité dont la liste est arrivée en tête dans ledit quartier/district au scrutin communal. A cet effet, les parties au dialogue invitent l'Assemblée nationale à procéder en conséquence à la révision du code électoral lors de la session budgétaire 2016. »

Réunis au sein d'une plateforme *Le front national de défense des droits des citoyens* des partis politiques et des activistes de la société civile ont lancé une pétition pour

dénoncer la violation de la loi si toutefois l'assemblée nationale adoptait les modifications soumises par les signataires desdits accords. Cette pétition cherche avant tout à convaincre les députés de voter contre ces accords. Parmi les promoteurs de cette pétition se trouve en première ligne Faya Millimono du parti d'opposition Bloc Libéral, El hadj Thierno Mamadou Bah, président du parti d'opposition Nouvelle Génération pour le Changement (NGC) ou encore Alpha Ibrahima Silla Bah, député à l'Assemblée nationale.

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com

SCAN : « [] un groupe d'individus, pour des intérêts personnels, essaierait de s'approprier de la souveraineté du peuple [] » Faya Millimouno

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Faya Millimono président du Bloc Libéral (parti d'opposition) sur l'accord politique du 12 octobre 2016



« Dans cet accord, il apparaît premièrement que les partis signataires ont recommandé que les conseils de quartiers et de districts soient composés au prorata des résultats obtenus dans les quartiers et districts par des listes de candidature à l'élection communale. On dit que le président du conseil de chaque quartier et district soit désigné par l'entité dont la liste est arrivée en tête dans ledit quartier ou district. Il est clair qu'une loi qui respecterait cette recommandation sera en contradiction avec notre constitution parce qu'un groupe d'individus, pour des intérêts personnels, essaierait de s'approprier de la souveraineté du peuple. » © [GuinéeNews](#) (22/10/2016)

Lansana Kouyaté président du PEDN (parti d'opposition) sur le rapprochement entre Cellou Dalein et Alpha Condé

« Je suis un citoyen libre qui constate. Et pour cela, je ne parle même pas en tant que chef d'un parti, mais je peux simplement constater que ce ralliement a été trop rapide sinon brusque à tel point que ça donne le tournis à tout le monde » © [Guineeconakry.info](#) (19/10/2016)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

SCAN : « [] je voulais féliciter, le président de la République, le Pr Alpha Condé, pour son engagement personnel à veiller au respect strict des décisions de ce dialogue [] » Fodé Oussou Fofana

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Souleymane Traoré, directeur général du  Fonds d'Entretien Routier (FER)

« Le coût de la réhabilitation du réseau routier de la capitale se chiffre à 220 milliards de francs guinéens alors que pour l'ensemble du pays, il s'élève à mille milliards de nos francs ». Il précise que le réseau routier guinéen est dégradé à 60% » © [GuinéeNews](#) (20/10/2016)

Aboubacar Sylla, président de l'UFC, porte-parole de l'opposition



« Il n'y a eu aucune violation de la loi en ce qui concerne ces accords politique. C'est lorsque le code électoral [révisé] va être adopté que les élections locales vont se tenir selon les dispositions de ce code. Donc on ne peut pas parler de violation alors que la loi électorale est en cours de révision » © Visionguinee.info (21/10/2016)

Fodé Oussou Fofana, vice-président de l'UFDG



« Du haut de cette tribune, je voulais féliciter, le président de la République, le Pr Alpha Condé, pour son engagement personnel à veiller au respect strict des décisions de ce dialogue. Je voudrais aussi féliciter le président du cadre de dialogue qui a conduit ce dialogue avec professionnalisme et qui est parvenu aujourd'hui à mettre ensemble les acteurs politiques de notre pays » © ledjely.com (12/10/2016)

Un scan réalisé par Sékou Chérif Diallo

URTELGUI se prononce en faveur d'une indemnisation des médias audiovisuels attaqués pendant les manifestations politiques

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



Les accords politiques du 12 octobre 2016 ont suscité plusieurs réactions. L'Union des radiodiffusions et télévisions libres de Guinée (URTELGUI) se dit également concernée par ces accords.



Dans une déclaration lue par son secrétaire général, Aboubacar Camara, l'URTELGUI souhaite que l'opération d'indemnisation soit élargie aux autres victimes notamment les médias audiovisuels victimes de destruction en 2007 et même en 2013.

Il faut rappeler les accords du 12 octobre 2016 mentionnent la mise en place de fonds d'indemnisation placés sous la tutelle du ministre de l'Administration du territoire et alimentés par « les partenaires financiers et techniques à l'instar des Basket Fund » prévus pour les victimes décédées et handicapées ainsi que pour les victimes de pillages lors des manifestations politiques de 2013.

Le débat autour des élections locales et communales en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 10 novembre 2016



En Guinée, le débat se poursuit autour des élections locales et communales. Selon l'accord conclu entre les leaders politiques, les chefs de districts et de quartiers qui n'ont pas été

renouvelés depuis les années 1980 ne seront plus élus mais nommés en fonction des résultats aux élections communales. Et cette fusion ne fait pas l'unanimité parmi la classe politique et la société civile.

Même si le dialogue inter-guinéen a été cette fois-ci rapide et quasi consensuel parmi les leaders, quelques voix s'élèvent

pour dénoncer un élément de l'accord : la désignation des chefs de quartiers en fonction des résultats aux élections communales. « C'est illégal. Le Code électoral est clair : les articles 90 et 109 précisent que ce sont seuls les citoyens, à la base, qui doivent constituer des listes pour présenter des candidats à ces élections, quartiers et districts », témoigne Sékou Yaya Diallo, membre de la société civile.

Et si les chefs de quartiers sont nommés en fonction de leur étiquette politique, c'est un risque pour la paix sociale, explique Ahmed Sékou Traoré, président de Front citoyen : « Tout ce qu'ils entreprendront dans les quartiers, ça sera sous *label politique*. Et donc, les citoyens qui ne sont pas d'accord, diront "ils nous imposent des choses venant de leurs partis" . Par conséquent, il y aura plus de violence dans les quartiers, dans les familles, dans les ménages, que même dans la rue. »

Pour les partis politiques signataires de l'accord, il ne s'agit que de recommandations. Il reviendra à l'Assemblée nationale de réviser le code électoral afin de légaliser la fusion des élections locales et communales.

[Source: RFI](#)

www.guineepolitique.com

contact@guineepolitique.com